

Corinne Lepage lance une association d'aide aux victimes de pesticides



"Justice Pesticides" souhaite "contribuer à la réflexion sur une stratégie globale contre les pesticides afin d'obtenir la réparation des dommages causés par ces produits toxiques aux humains, à la faune, à la flore et aux ressources naturelles", explique au Parisien l'ex-ministre de l'Environnement.

Ce lundi 25 septembre, Corinne Lepage a lancé l'association "Justice pesticides", destinée à conseiller et regrouper tous ceux qui s'estiment victimes de pesticides dans le monde et leur fournir des informations juridiques et scientifiques en vue d'éventuelles procédures.

Face à la "stratégie" des fabricants de produits phytos, "la seule réponse efficace aujourd'hui est [...] la mise en réseau de toutes les victimes actuelles et futures des pesticides, qu'elles soient des agriculteurs, des voisins de lieux de diffusion, des collectivités locales, des chercheurs ou d'autres encore", explique dans un communiqué l'ancienne ministre de l'Environnement sous Jacques Chirac (1995-1997). Cette mutualisation de "toutes les actions dans le monde qui mettent en cause des pesticides" vise à "établir une base juridique et scientifique internationale qui permettra de renforcer les actions en justice", précise l'avocate.

"J'ai pris conscience que, face aux trois multinationales de l'agrochimie qui sont de véritables mastodontes, des milliers de gens dans le monde se battent comme ils peuvent contre l'impact des pesticides mais sans aucune coordination", a confié Corinne Lepage dans une interview parue dans Le Parisien du 25 septembre.

Une base de données internationale d'information

L'association a mis en place un site internet www.justicepesticides.org qui permettra à terme de "disposer de toutes les décisions rendues dans le monde à propos des pesticides et des références des études scientifiques", indique Corinne Lepage, qui a déjà recensé 900 décisions de justice prises dans ce domaine, selon Le Parisien. Elles "permettront de savoir comment réagir dans tel ou tel cas". En outre, chacun pourra enrichir la base de données en y entrant les affaires dont il a connaissance. Les contributions seront publiées après vérification par l'association.

L'initiative de Corinne Lepage est notamment soutenue par la députée européenne Michèle Rivasi (EELV), la journaliste Marie-Monique Robin, le porte-parole de l'ONG Générations Futures François Veillerette, le céréalier Paul François, en procès contre Monsanto, et plusieurs militants, scientifiques ou juristes étrangers.